

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
6 juin 2022  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Point 129 de l'ordre du jour  
**Santé mondiale et politique étrangère**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-septième année**

**Lettres identiques datées du 1<sup>er</sup> juin 2022, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par la présidence, de la réunion organisée selon la formule Arria par le Mexique sur le thème « Garantir l'accès à l'aide à la santé mentale et au soutien psychosocial dans les situations de conflit, d'après-conflit et d'urgence humanitaire » (voir annexe), tenue le 25 mars 2022.

On trouvera dans ce document une synthèse des principaux messages qui ressortent des déclarations faites par les intervenantes et intervenants et par les États Membres, ainsi que des recommandations qu'un certain nombre d'organisations de la société civile ont communiquées par écrit. Enfin, le document se termine par les propositions de la Mission permanente du Mexique en ce qui concerne les prochaines étapes pour les mois qui viennent.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 129 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur  
Représentant permanent du Mexique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Juan Ramón de la Fuente



**Annexe aux lettres identiques datées du 1<sup>er</sup> juin 2022  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent du Mexique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé établi par la présidence de la réunion du Conseil  
de sécurité organisée selon la formule Arria sur le thème  
« Garantir l'accès à l'aide à la santé mentale et au soutien  
psychosocial dans les situations de conflit, d'après-conflit et  
d'urgence humanitaire ».**

**Introduction**

Le vendredi 25 mars 2022, la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies a accueilli une réunion organisée selon la formule Arria dont l'objectif était de réfléchir aux moyens d'améliorer la prestation de services de santé mentale et de soutien psychosocial dans les situations de conflit, d'après-conflit et d'urgence humanitaire.

Dans son allocution d'ouverture, le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation et Président de la réunion, Juan Ramón de la Fuente, a déclaré qu'il était de la plus haute importance que l'aide à la santé mentale et le soutien psychosocial deviennent une priorité à tous les niveaux dans le système des Nations Unies, en particulier dans les stratégies d'intervention humanitaire. Il a ajouté qu'il fallait donner plus de visibilité à cette question, notamment en la traitant dans les résolutions pertinentes et autres documents finaux et en organisant des manifestations qui favorisent la discussion à ce sujet entre les États Membres, la société civile et d'autres parties prenantes.

La réunion a également vu la participation à distance de Pastora Mira García, défenseuse des droits humains et bénéficiaire des services de soutien psychosocial offerts par le Programme des Nations Unies pour le développement en Colombie. En tant que rescapée du conflit armé qui sévissait dans son pays et en conséquence directe duquel elle avait perdu ses enfants, celle-ci a souligné l'importance de l'accès à un spécialiste de la santé mentale, accès qui l'avait aidée à surmonter les événements atroces qu'elle avait vécus et à retrouver la paix. Son témoignage a mis en lumière le fait que la santé mentale et le bien-être psychosocial étaient des éléments essentiels du paradigme du maintien de la paix, le fil conducteur de la prévention et du règlement des conflits.

Le docteur Norman Sartorius, l'un des psychiatres les plus réputés au monde également président de l'Association pour l'amélioration des programmes de santé mentale, a fait écho au témoignage de M<sup>me</sup> Mira García en faisant valoir l'intérêt qu'il y avait à utiliser les outils de santé mentale dans la prévention des conflits. Il a insisté sur l'utilité de ces outils, pour peu qu'on les adapte afin qu'ils puissent servir à la prise en charge de la souffrance morale dans les situations d'après-conflit, par exemple aider à briser le cercle vicieux des troubles post-traumatiques. Il a également insisté sur la nécessité de combler le déficit de connaissances et de renforcer la structure sociale par l'éducation.

La Directrice du Département Santé mentale et abus de substances psychoactives à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le docteur Dévora Kestel, a présenté les dispositifs d'intervention auxquels son organisation avait recours dans les situations de conflit, notamment, aujourd'hui, la situation en Ukraine. Elle a déclaré que le Conseil de sécurité devait placer l'aide à la santé

mentale et le soutien psychosocial au premier plan dans ses décisions, afin de répondre aux besoins de ceux qui en avaient le plus besoin.

Enfin, le docteur Micaela Serafini, Directrice Santé au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a expliqué que la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) avait encore accru la vulnérabilité des populations se trouvant déjà dans des situations délicates dans de nombreux pays, comme la République arabe syrienne ou d'autres. Elle a insisté sur le fait que la santé mentale devait être considérée comme un élément central de la santé publique et recommandé que l'on investisse dans toute la gamme des services qui pouvaient être dispensés en la matière, dont les premiers soins psychologiques et les thérapies de groupe, l'accès à des professionnels de la santé mentale dans les situations de conflit armé et l'intégration de l'aide à la santé mentale et du soutien psychosocial dans les stratégies des établissements de santé.

### **Principaux messages ressortant des déclarations des États Membres**

Après les intervenantes et intervenants, les représentant(e)s de 28 États Membres, membres ou non du Conseil de sécurité, ainsi que de l'Union européenne<sup>1</sup> ont pris la parole pour faire connaître leurs vues sur la question. Sachant que, dans les situations de crise humanitaire, moins de 15 % des personnes souffrant de détresse psychologique ont accès aux soins dont elles ont besoin, les participants ont principalement souligné la nécessité d'inclure des services de santé mentale et de soutien psychosocial dans les dispositifs d'aide humanitaire.

Les membres du Conseil de sécurité ont mis en avant le rôle essentiel que le Conseil de sécurité devrait jouer en ce qui concerne la prestation de services de santé mentale et de soutien psychosocial, par exemple en exprimant avec plus de force, dans ses résolutions pertinentes, la nécessité d'ériger ces services en priorités et en faisant en sorte que le personnel de maintien de la paix puisse avoir accès aux professionnels de la santé mentale dont il a besoin dans les opérations sur le terrain. En outre, les acteurs humanitaires et le personnel de maintien de la paix faisant partie des premiers intervenants dans les situations d'urgence, ils devraient, à ce titre, recevoir une formation solide leur permettant d'apporter l'aide et le soutien en question, ou du moins les premiers secours en la matière.

Certains membres du Conseil ont fait observer que la santé mentale des enfants était particulièrement mise à mal dans les situations de conflit armé. Ils ont insisté sur le fait que toute une génération d'enfants n'avait connu que la guerre et que, malgré cela, l'aide demeurerait insuffisante et les ressources limitées. En outre, les conflits armés frappaient généralement de manière disproportionnée les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées, qui continuaient d'avoir un besoin urgent de soutien psychosocial.

Pendant la réunion, les États Membres ont souligné la nécessité de défendre contre les attaques les établissements de santé, dont les établissements de santé mentale, rappelant qu'il s'agissait d'un élément indiscutable du droit international humanitaire. Ils ont en outre appelé l'attention sur le fait que les catastrophes, l'insécurité alimentaire, la violence, les conflits, les guerres et les migrations forcées étaient des causes majeures de traumatismes et de troubles mentaux. Ils ont affirmé

---

<sup>1</sup> Membres du Conseil de sécurité (dans l'ordre de participation) : Kenya, Ghana, Albanie, Norvège, États-Unis d'Amérique, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Brésil, Inde, Gabon, Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, France et Chine. Non membres du Conseil de sécurité (dans l'ordre de participation) : Union européenne, Islande (au nom des pays nordiques), Hongrie, Équateur (au nom de la coprésidence du Groupe des Amis de la santé mentale et du bien-être), Israël, El Salvador, Japon, Portugal, Slovaquie, Guatemala, Allemagne, Pays-Bas, Ukraine, Malte et Pologne.

par ailleurs qu'il importait de répondre aux besoins en matière de santé mentale du personnel militaire, policier, pénitentiaire et civil.

La réunion a permis de saisir activement de la question de l'aide à la santé mentale et du soutien psychosocial, en tant que question transversale, le Conseil de sécurité et les organismes œuvrant dans le domaine humanitaire. La transversalité pourrait être difficile à obtenir, car il n'est pas aisé d'établir des liens solides entre ces secteurs. Cependant, les services de santé mentale et de soutien psychosocial devraient être multisectoriels et multidimensionnels. Ce dernier objectif peut être atteint si l'on suit une approche ascendante axée sur l'adaptation de chaque intervention aux besoins des bénéficiaires. Ce modèle pourrait offrir une base solide pour l'acquisition de connaissances et l'intégration des meilleures pratiques dans les politiques et les programmes de prise en charge.

En outre, certains participants ont fait remarquer que l'aide à la santé mentale et le soutien psychosocial étaient souvent fournis sans qu'aucun lien ne soit clairement établi avec les politiques et programmes existant dans d'autres secteurs, notamment en ce qui concerne les victimes de mines et de restes explosifs de guerre. À cet égard, les États Membres ont souligné l'intérêt qu'il y avait à dispenser une formation et un appui personnalisés aux acteurs humanitaires sur cette question, notamment pour l'aide aux personnes rescapées. On a aussi régulièrement appelé l'attention sur le fait que la pandémie de COVID-19 avait exacerbé les besoins des personnes ayant des problèmes de santé préexistants et montré l'interdépendance entre la santé mentale et le développement.

Certaines délégations ont insisté sur la nécessité de changer le discours sur les problèmes de santé mentale dans la société en général, afin qu'ils ne deviennent pas tabous ou cause de discrimination. La question du manque de financement et de ressources a également été soulevée, par la grande majorité des États Membres. On a fait remarquer que l'Atlas de la santé mentale 2020, publié par l'OMS, avait mis en évidence un manque important de financement pour les soins de santé mentale, les ressources disponibles continuant d'être allouées principalement aux soins tertiaires. Le renforcement des services de santé mentale et de soutien psychosocial et l'intégration de ces services dans des dispositifs d'intervention efficaces ne pourraient se faire sans programmes financiers dignes de ce nom.

En ce qui concerne les bonnes pratiques, certains États Membres ont décrit les programmes par lesquels ils entendaient répondre aux besoins de soutien psychologique en cas de menaces terroristes. D'autres ont expliqué que les programmes de lutte contre les violences de genre pouvaient être un cadre idéal dans lequel offrir une aide en matière de santé mentale aux personnes rescapées, notamment à celles souffrant de stress post-traumatique. Parmi les autres suggestions, on peut citer la mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 proposant une aide psychologique personnalisée en cas d'urgence, y compris aux réfugiés, ainsi que l'organisation de cours de yoga dans les zones touchées par des conflits, comme mécanisme d'adaptation visant à réduire le stress.

### **Recommandations des organisations de la société civile**

En plus des déclarations faites par les intervenantes et intervenants et par les États Membres, la Mission permanente du Mexique a invité toute une série d'organisations de la société civile<sup>2</sup>, étant donné leur rôle important en tant que

---

<sup>2</sup> La Mission permanente du Mexique remercie les organisations de la société civile ci-après, qui ont contribué au présent résumé. Par ordre alphabétique : Afghan Landmines Survivors Organization, Association internationale de psychologie appliquée, Latin America Human Security

prestataires de services de santé mentale et de soutien psychosocial sur le terrain, à lui communiquer des contributions écrites en vue de l'établissement du présent résumé. De manière générale, ces organisations ont fait valoir que des services de santé mentale et de soutien psychosocial devaient être intégrés dans tous les dispositifs d'intervention d'urgence, sans exception, sous diverses formes de prise en charge à plusieurs niveaux allant des groupes de soutien et de la psychoéducation à des traitements plus spécialisés tels que les soins psychiatriques pour les personnes souffrant de troubles mentaux.

De nombreuses organisations s'accordent à dire que ces services doivent être fondés sur des données d'expérience et constamment adaptés aux cultures et aux contextes locaux, sous la supervision de professionnels de la santé mentale. Ils doivent également tenir compte des différents besoins et priorités des différents groupes, notamment des différences d'âge et de genre, ainsi que de la nécessité de remettre en question les stéréotypes liés au genre et autres, de respecter le handicap et les autres facteurs de diversité, et de soutenir les personnes vivant dans les zones rurales et isolées. Il a également été recommandé de renforcer les organisations de femmes et de groupes marginalisés afin qu'elles puissent contribuer à l'autonomisation de ces personnes et les aider à connaître leurs droits.

Les experts proposent que, lorsque les prestataires de services de santé publique sont débordés et l'accès aux spécialistes de la santé mentale limité, l'on promeuve et étende à différents secteurs et contextes la méthode de l'« entraide », fondée sur le vécu des personnes rescapées d'événements traumatiques ayant surmonté leurs difficultés. Il reste à renforcer à titre prioritaire la coordination entre les organisations internationales, comme le CICR, et les organismes des Nations Unies, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Une coordination plus étroite permettrait une action plus efficace, conforme à la déclaration politique de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, au plan d'action global pour la santé mentale et à d'autres initiatives.

Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, certains représentants de la société civile préconisent l'établissement de partenariats avec les organisations œuvrant dans le domaine de la psychologie et dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, qui possèdent de solides compétences en matière de recherche et une vaste expérience pratique dans ce domaine. Ils préconisent également l'élargissement des « situations de conflit, d'après-conflit et d'urgence humanitaire » aux situations de catastrophe naturelle, aux actes de terrorisme, aux violences fondées sur l'appartenance ethnique ou raciale, aux violences de genre, aux violences domestiques et à toutes les autres formes de violence, aux fusillades dans les écoles, aux épidémies ou pandémies et aux changements climatiques.

Enfin, certains proposent que l'on inclue la « résilience psychosociale » dans le concept de « résilience », qui revient si souvent dans les délibérations de l'ONU, et que l'on fasse de l'aide à la santé mentale et du soutien psychosocial un objectif à part entière du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ou des futurs programmes d'action en faveur du développement, notamment en arrêtant des indicateurs pour la mesure des progrès.

### **Les prochaines étapes**

Afin de poursuivre sur la lancée de la réunion, la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies continuera à soutenir l'action en

---

Network, Latin American Network of Mine/ERW survivors and people with disabilities et Médecins sans frontières.

faveur de l'aide à la santé mentale et du soutien psychosocial. Plus précisément, nous proposons ce qui suit :

- La diffusion d'un appel à l'action, en marge des manifestations organisées en 2022 à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, afin que les États Membres l'approuvent.
- La présentation d'un projet de résolution sur la santé mentale et le développement durable à l'Assemblée générale.

En conclusion, le Président a souligné que les services de santé mentale et de soutien psychosocial devaient être une composante essentielle de l'action humanitaire et être intégrés aux services de soins d'urgence dans les situations de conflit et d'après-conflit.

---